



Août/Sept 2010

La réponse à la surenchère haineuse de Sarkozy : mettre en échec le projet Woerth contre les retraites.

La nouvelle surenchère sécuritaire et xénophobe du Président Sarkozy est évidemment un acte politique calculé dans un contexte bien précis. Cela ne la rend pas moins révoltante mais appelle une analyse et une riposte d'ensemble.

Une chose fait peur aux commanditaires patronaux du pouvoir. Ils sont conscients de l'existence d'un rapport de force latent dans le pays, de la possibilité d'une convergence des luttes susceptible de mettre en échec la politique de régression économique et sociale. La bataille des retraites, dès la rentrée, est l'occasion de cette convergence.

L'ampleur de la mobilisation du 24 juin 2010 annonce une autre encore plus forte au rendez-vous du 7 septembre. On peut envisager (et préparer) une lutte déterminée à partir de cette date avec un objectif simple et clair comme le retrait du projet de loi Woerth, alors que le patronat veut faire de la fin de la retraite à 60 ans une dé faite historique des travailleurs.

Le spectacle de la collusion étroite entre les gouvernants et le grand capital, avec l'affaire Bettencourt, favorise la prise de conscience du plus grand nombre.

Dans la période, les discours de « bons pères la rigueur », venant des Fillon et Sarkozy, invitant les travailleurs à de nouveaux sacrifices, ne prennent pas. C'est dans cette situation que Sarkozy et ceux qui le conseillent repassent à son autre registre : celui de la haine et de la division nationale.

Plus la diversion sera grossière et dangereuse, plus le pouvoir espère faire passer son projet de casse sociale.

On n'en est plus aux sous-entendus recouverts d'un vernis « républicain » ou laïque, même plus aux « dérapages contrôlés » mais à un discours ouvertement discriminatoire désignant collectivement certaines composantes de la population.

MESURONS LE NOUVEAU STADE FRANCHI VERS UNE VÉRITABLE INCITATION D'ÉTAT À LA XÉNOPHOBIE ET SA GRAVITÉ PROPRE.

D'un fait divers, le pouvoir rend tout un groupe responsable. Il convoque une réunion au sommet de l'Etat sur « les problèmes que posent le comportement de certains ressortissants de la communauté des gens du voyage au regard de l'ordre public et de la sécurité ».

A Grenoble le 30 juillet, le Président est allé plus loin que jamais dans l'amalgame « immigration » et « délinquance ». **Du langage de stigmatisation, il passe au langage**

d'exclusion en réclamant de la déchéance de la nationalité française de certains délinquants « d'origine étrangère » (sans autre précision).

Le terrain avait été préparé. La rhétorique des « bons et des mauvais Français » a été peaufinée depuis des mois, depuis notamment le débat nauséabond sur « l'identité nationale ». Le mot d'ordre d'exclusion de la nationalité française s'est précisé depuis un an avec l'opération Burqa, les recommandations de la mission Gerin-Raoult et les diatribes d'Hortefeux sur le cas médiatisé de la conductrice voilée de Nantes.

Le pouvoir franchit aussi un nouveau pas dans le déploiement de violence policière, dans la provocation répressive, désignée comme une « guerre ». A Grenoble, dans le quartier de la Ville Neuve, l'intervention des forces de l'ordre s'est avérée disproportionnée, complètement inficace, sauf pour créer un climat de

répression collective et susciter un sentiment de peur et d'injustice. A La Courneuve, au début du mois de juillet, l'expulsion de squatteurs africains a été mise en scène de façon ultra-violente.

Tout indique que le pouvoir va accentuer sa dérive racisante. Les opérations policières contre les gens du voyage, délibérément confondus avec les Roms d'Europe de l'Est dont la situation n'a rien à voir, se multiplient. Besson prépare un projet de loi spécial de « déchéance nationale » pour la rentrée. Hortefeux dissout la police de proximité pour créer des « brigades musclées ». **Un processus très grave de détournement des missions de la police nationale et de la gendarmerie, en même temps que d'affaiblissement de leurs moyens, est en cours.**

ECŒURANT, INDIGNE, DANGEREUX, LE POUVOIR SARKOZYSTE

POURSUIT PLUSIEURS OBJECTIFS POLITIQUES.

Sa politique « sécuritaire » vise à détourner la colère sociale devant la mal-vie, le chômage, causés par sa politique économique, vers des boucs émissaires, des déversoirs. Elle encourage tous les extrémismes. Elle cherche à attiser toutes les tensions.

Dans le même temps, le pouvoir se fait passer pour le pompier des incendies qu'il veut déclencher.

Les conditions qui ont mené aux « violences urbaines », limitées, de 2005 existent toujours et sont renforcées. Déjà, Villepin avait décrété l'état d'urgence. Sarkozy et ses adjoints se préparent à aller beaucoup plus loin pour le pays sous leur coupe réglée.

LE POUVOIR FAIT AUSSI UN CALCUL POLITIQUE EN METTANT LES THÈMES DE L'IMMIGRATION ET DE LA SÉCURITÉ AU CŒUR DU DÉBAT PUBLIC.

Sa manœuvre de diversion pousse la gauche à se souder sur des positions de principe, des valeurs, des questions de société, en effaçant ses divergences fondamentales sur les questions économiques et sociales.

Depuis 2007, il se trouve heureusement très peu de politiciens de « gauche » à accompagner la dérive gouvernementale d'un Besson et la démagogie sécuritaire, en dehors de cas d'élus isolés et irresponsables (Valls, Gerin).

Aujourd'hui, l'attaque présidentielle est si outrancière, viole si profondément les valeurs républicaines que l'immense majorité des militants et sympathisants des organisations de gauche, même du centre, se retrouvent

pour la condamner.

Sarkozy joue encore mieux son rôle de personnification de la politique du pouvoir et, pour la gauche, de repousser.

Plus encore, ce jeu contribue à renvoyer sur 2012 toute idée de changement politique et à polariser la vie politique sur les élections présidentielles.

Mais les luttes, pour l'emploi, pour la Sécurité sociale, pour le service public... ont besoin d'un débouché immédiat et la bataille des retraites peut et doit être le point de convergence décisif.

Le rassemblement susceptible de gagner, auquel aspire le mouvement social, ne peut pas se construire en gommant les différences fondamentales entre organisations, en s'alignant, même de façon « plurielle », sur les positions du PS. Cet article n'est pas le lieu de rappeler son accord avec l'allongement de la durée de cotisation, les exonérations de cotisations patronales etc.

POUR NOUS COMMUNISTES, LA RIPOSTE DOIT S'ORGANISER À CHAQUE NIVEAU:

- La dénonciation des propos xénophobes, des provocations policières, le rejet de tout dérapage d'où qu'il vienne, le rappel des valeurs de la République doivent être systématiques. Il ne s'agit pas pour nous de positions de témoignage mais d'une expression politique en direction des masses.

Le PCF est l'une des organisations à l'origine de l'appel aux manifestations du 4 septembre.

- Refuser l'exagération des problèmes de violence et d'insécurité

dans la bouche de Sarkozy, ce n'est pas non plus nier des réalités dont les causes résident principalement dans la politique qui aggrave la pauvreté, les inégalités sociales et spatiales. Les batailles, les mobilisations doivent être nationales et locales **pour les services publics**, contre les privatisations, pour le droit au logement, contre les politiques de relégation sociale, **pour les instruments de la cohésion nationale**. Nous les menons et voulons les mener avec tous les acteurs des villes et des quartiers, politiques (élus), syndicaux, associatifs... **La défense de l'école publique est une priorité dans cette rentrée.** La défense du service public de la justice et de la police (13.000 suppressions d'emploi de 2007 à 2012), en termes de moyens et de mission, est aussi une préoccupation majeure.

- La politique au service du capital est la cause fondamentale d'insécurité pour les travailleurs dans tous les sens du terme, de peur des lendemains.

Aujourd'hui, la bataille pour défendre les retraites est le point de convergence des luttes pour commencer à l'inverser. Face à la diversion sarkozyste, la meilleure réponse est l'amplification de la mobilisation pour les actions de la rentrée à partir de la journée nationale de grève et de manifestation du 7 septembre.

Nous contribuons à ce rassemblement avec nos positions et nos initiatives qui contrecarrent fondamentalement le consensus des partis dominants parce que c'est la condition du succès, du retrait du projet de loi Woerth.

La riposte des travailleurs, leur solidarité de lutte, de classe sont le meilleur antidote à la démagogie haineuse parce qu'elles s'attaquent aux racines du mal.

Adhères au PCF ! Faites le choix de la lutte !

NOM:.....Prénom.....
Adresse:.....
Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF , 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf.15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>